

Loi d'application de la loi fédérale sur les maisons de jeux

Question

L'Association de communes pour la politique culturelle dans l'agglomération de Fribourg (Coriolis) a reçu une somme de 1,8 million de la part du casino Barrière en 2008. Une convention lie en effet le casino à l'association Coriolis. Ce texte prévoit le versement de la moitié du bénéfice après impôt, ou au moins 8 % du produit net des jeux.

Sachant que le canton de Fribourg est au bénéfice d'une seule concession de casino et que les joueurs viennent de tout le canton, il semble normal d'imaginer que la manne versée par la maison de jeux puisse bénéficier à toute la population fribourgeoise et non pas uniquement à l'agglomération du Grand Fribourg.

Il semblerait que les résultats du casino pourraient à terme augmenter encore la somme versée annuellement. Il serait alors le bon moment d'imaginer une distribution plus équitable sans pour autant préteriter Coriolis.

Notre canton dispose d'une loi d'application de la loi fédérale sur les maisons de jeux datant du 19 juin 2001. L'article 1 al. 3 dit :

Il [le Conseil d'Etat] désigne, au besoin, un organe de répartition chargé de redistribuer les bénéfices tirés de l'exploitation des jeux d'argent destinés à l'intérêt général ou à l'utilité publique.

En partant de cette disposition, nous demandons au Conseil d'Etat :

- Entend-il appliquer cet article et désigner un organe de répartition afin d'éviter une inégalité de traitement entre le Grand Fribourg et les autres régions de notre canton ?

Le 28 avril 2009

Réponse du Conseil d'Etat

La question posée par les députés Raoul Girard et Yves Menoud porte en soi sur une disposition de la loi d'application de la loi fédérale sur les maisons de jeu adoptée le 19 juin 2001 (LALMJ; RSF 946.2). Avant d'y apporter une réponse concrète, il convient de rappeler quelques principes ainsi que le déroulement de quelques faits qui ont été d'une influence directe sur la situation qui prévaut aujourd'hui sur le plan fiscal au casino de Granges-Paccot.

Conformément aux articles 40 et suivants de la loi fédérale sur les maisons de jeux (LMJ; RS9 935.52), la Confédération perçoit un impôt sur le produit brut des jeux (PBJ) réalisé par les casinos. Le taux de cet impôt est progressif et peut varier entre un minimum de 40 % et un maximum de 80 %. Pour le casino de Granges-Paccot, au bénéfice d'une concession B, le taux de base est de 40 % jusqu'à concurrence de 10 millions de francs de PBJ. Ce taux progresse ensuite de 0,5 % par million de francs supplémentaire, jusqu'à la limite maximale de 80 %. Pour autant que le canton perçoive un impôt de même nature, ce qui est le cas du canton de Fribourg (art. 3 LALMJ), l'impôt ainsi prélevé sur le produit brut des jeux est réparti entre la Confédération et le canton concerné, à raison de 60 % pour la Confédération et de 40 % pour le canton. Le Conseil fédéral a de plus la faculté de réduire d'un quart au plus le taux de l'impôt pour des casinos B qui, au travers de leurs statuts, de dispositions légales ou d'autres règles impératives, prévoient que leurs bénéfices seront investis pour l'essentiel

dans des projets d'intérêt général pour la région, en particulier en vue d'encourager des activités culturelles, ou dans des projets d'utilité publique.

L'allègement fiscal accordé est déterminé annuellement en fonction du pourcentage du produit net des jeux (PNJ) investi dans le genre de projets précités (au minimum 1/8 du PNJ pour une réduction de 5 %; plus de 5/8 du PNJ pour une réduction maximale de 25 %). Sur la base d'une convention passée entre le casino de Granges-Paccot et l'entente intercommunale pour les infrastructures culturelles (aujourd'hui Coriolis Infrastructures), le casino verse 12,5 % de son PNJ à Coriolis pour le financement de projets culturels. Pour l'année 2008, ce montant s'est élevé à 1,98 million de francs, soit au minimum donnant droit à une réduction.

L'arrangement ainsi prévu est à placer dans le contexte des discussions qui ont précédé l'implantation d'un casino à Granges-Paccot. Il repose à la fois sur l'intérêt évident d'une société concessionnaire à réduire de la sorte sa charge fiscale et sur celui de communes partenaires à la recherche de ressources destinées au financement d'activités culturelles. Il ne découle en revanche aucunement d'une démarche active de l'Etat, qui s'est en son temps limité à approuver la proposition formulée dans ce sens par l'autorité fédérale sous l'angle de la réduction fiscale.

Le rappel de la procédure d'allègement fiscal prévue par le droit fédéral et de l'application qui en a été faite dans le cas concret du casino de Granges-Paccot peut certes sembler être en contradiction avec l'article 1 al. 3 de la LALMJ qui prévoit la désignation d'un organe de répartition cantonal chargé de redistribuer les bénéfices tirés de l'exploitation du casino et destinés à l'intérêt général ou à l'utilité publique. Il sied pourtant de préciser le caractère potestatif de cette disposition ("au besoin"), adoptée chronologiquement avant l'octroi de la concession, dans la perspective éventuelle de la distribution de bénéfices en mains de l'Etat. L'aboutissement d'un accord, conclu entre une société concessionnaire et une association de communes sans intervention étatique n'a pas justifié à ce jour la désignation d'un organe de répartition.

La situation pourrait bien sûr être différente en cas d'attribution d'une part supplémentaire des bénéfices du casino à des projets culturels d'autres régions du canton. Cela supposerait certes que la société propriétaire du casino consente cette nouvelle réduction de ses bénéfices dans l'idée de se voir accorder un allègement fiscal recalculé en proportion. Au cas où de telles perspectives devaient s'ouvrir avec l'agrément de l'autorité fédérale, le Conseil d'Etat concevrait alors d'exercer un rôle dans la répartition des montants à disposition en faisant usage de la base légale existante.

Fribourg, le 17 novembre 2009